

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

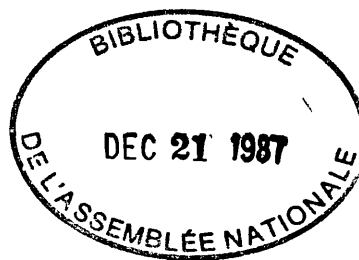
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 106

Loi sur les élections scolaires

Présentation

Présenté par
M. Claude Ryan
Ministre de l'Éducation



Éditeur officiel du Québec
1987

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de prévoir l'organisation de l'élection des commissaires d'écoles et remplace les articles 48, 49 et 78 à 168 de la Loi sur l'instruction publique.

Il s'applique à toute commission scolaire au sens de la Loi sur l'instruction publique autre qu'une commission scolaire régionale, la Commission scolaire Crie et la Commission scolaire Kativik.

Il prévoit que les élections scolaires auront lieu tous les trois ans, le troisième dimanche de novembre. Lors d'une élection générale, tous les postes de commissaires seront ouverts aux candidatures.

Le projet de loi fait obligation à toute commission scolaire de diviser son territoire en circonscriptions électorales dans les trois mois qui précèdent le 1^{er} septembre de l'année où se tient une élection générale. Il fixe de 9 à 19 le nombre de circonscriptions selon le nombre d'élèves autres que des adultes inscrits dans les écoles de la commission scolaire. Cependant, à la demande d'une commission scolaire, le gouvernement peut l'autoriser à établir deux, quatre ou six circonscriptions de plus lorsqu'il estime cela justifié par la dimension exceptionnelle du territoire de la commission scolaire, le nombre de municipalités dans ce territoire ou l'isolement d'une municipalité. Le projet autorise aussi le gouvernement à établir deux, quatre ou six circonscriptions de plus lorsqu'il y a présence d'une minorité linguistique suffisante. Ces circonscriptions peuvent être superposées en tout ou en partie aux autres circonscriptions.

Pour l'élection des commissaires d'une commission scolaire dissidente, le nombre de circonscriptions est de trois. Cependant le projet permet au gouvernement, sur demande d'une commission scolaire dissidente, d'autoriser un plus grand nombre de circonscriptions.

Ce projet de loi donne la qualité d'électeur à toute personne physique qui est majeure, a la citoyenneté canadienne et n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui est domiciliée au Québec depuis au moins douze

mois à la date du scrutin. Le titulaire de l'autorité parentale dont l'enfant est scolarisé par entente acquiert le droit de voter à l'élection des commissaires de la commission scolaire où son enfant est scolarisé s'il a la qualité d'électeur.

Il prévoit l'éligibilité à un poste de commissaire de tout électeur qui est domicilié dans le territoire de la commission scolaire depuis au moins six mois à la date du scrutin. L'électeur qui est titulaire de l'autorité parentale d'un enfant scolarisé par entente est présumé avoir un deuxième domicile dans le territoire de la commission scolaire où l'enfant est inscrit.

Sur la question des inhabilités, le projet de loi fait en sorte qu'il n'est pas nécessaire de s'adresser aux tribunaux judiciaires pour faire déclarer une personne inhabile à exercer la fonction de commissaire si l'inhabilité est incontestable comme lorsqu'elle découle d'une nomination à une fonction incompatible ou d'une condamnation pour infraction criminelle.

En ce qui a trait aux procédures électorales, le projet de loi assure la plus grande harmonisation possible, compte tenu des exigences du contexte scolaire, avec les règles applicables lors des élections provinciales en vertu de la Loi électorale. Notamment, le projet de loi prévoit le vote par anticipation le 7^e jour précédant celui du scrutin pour le personnel électoral, une personne handicapée et toute personne qui a des motifs de croire qu'elle sera absente ou incapable de voter le jour du scrutin.

Le projet de loi permet aux candidats de se regrouper en équipe reconnue par le président d'élection. Il établit les règles suivant lesquelles le président peut reconnaître une telle équipe. Le cas échéant, le nom de l'équipe doit être inscrit sur le bulletin de vote sous le nom du candidat.

Il prévoit le remboursement des dépenses électorales du candidat qui obtient 15% ou plus des votes. Le montant du remboursement est fixé suivant les règles établies par règlement du gouvernement.

Le projet de loi assure à toute personne qui agit comme membre du personnel électoral ou qui se porte candidat le droit à un congé sans rémunération et sans perte d'aucun de ses avantages.

Il prévoit les cas de vacances au poste de commissaire et les modalités pour les combler, soit une cooptation s'il reste moins de douze mois à écouler avant la fin du mandat, soit une élection partielle s'il reste plus de douze mois.

Enfin, le projet apporte les modifications de concordance nécessaires à sa mise en oeuvre.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET

1° La Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1);

2° la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14).

Projet de loi 106

Loi sur les élections scolaires

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

CHAPITRE I

CHAMP D'APPLICATION

1. Toute commission scolaire au sens de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14) autre qu'une commission scolaire régionale, la Commission scolaire crie et la Commission scolaire Kativik est assujettie à la présente loi.

CHAPITRE II

ÉPOQUE DES ÉLECTIONS

2. Une élection doit être tenue tous les trois ans à tous les postes de commissaires dont l'élection doit être faite suivant la présente loi.

3. La date du scrutin est le troisième dimanche de novembre.

4. Si l'élection n'a pas lieu à la date prescrite, le gouvernement peut nommer les commissaires. Les personnes nommées doivent avoir les qualités requises pour être commissaires.

Cependant le gouvernement peut ordonner la tenue d'une élection et fixer les dates des diverses étapes requises pour la tenue des élections.

CHAPITRE III

CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES

5. Dans les trois mois qui précèdent le premier septembre de l'année où se tient l'élection des commissaires, le conseil des commissaires divise le territoire de la commission scolaire en circonscriptions électorales.

6. Le nombre de circonscriptions varie de 9 à 19 selon le nombre d'élèves autres que des adultes inscrits dans les écoles de la commission scolaire. Le nombre est de :

1° 9 circonscriptions, s'il y a moins de 2 000 élèves;

2° 11 circonscriptions, s'il y a 2 000 élèves ou plus mais moins de 3 000;

3° 13 circonscriptions, s'il y a 3 000 élèves ou plus mais moins de 4 000;

4° 15 circonscriptions, s'il y a 4 000 élèves ou plus mais moins de 5 000;

5° 17 circonscriptions, s'il y a 5 000 élèves ou plus mais moins de 6 000;

6° 19 circonscriptions, s'il y a 6 000 élèves et plus.

7. Le gouvernement peut, par décret, autoriser une commission scolaire à établir deux, quatre ou six circonscriptions de plus que ce qui est prévu à l'article 6 lorsqu'il estime cela justifié en raison :

1° de la dimension exceptionnelle du territoire de la commission scolaire;

2° du nombre de corporations municipales comprises dans le territoire de la commission scolaire;

3° de l'isolement d'une corporation municipale dans ce territoire.

Le décret est publié à la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur avant le premier septembre de l'année où se tient l'élection des commissaires.

8. Pour une commission scolaire dissidente, le nombre de circonscriptions est fixé à trois. Cependant le gouvernement peut, à

la demande du conseil des commissaires, les autoriser à établir un plus grand nombre de circonscriptions.

9. Lorsque la commission scolaire dispense l'enseignement à une majorité d'élèves admissibles à recevoir l'enseignement en anglais le gouvernement peut, par décret, établir deux, quatre ou six circonscriptions de plus que ce qui est prévu à l'article 6, lorsque le nombre des élèves qui fréquentent les écoles de la commission scolaire et qui ne sont pas admissibles à recevoir l'enseignement en anglais est d'au moins 200 ou représente au moins 5 % des effectifs scolaires de la commission scolaire.

Lorsque la commission scolaire dispense l'enseignement à une majorité d'élèves non admissibles à recevoir l'enseignement en anglais le gouvernement peut, par décret, établir deux, quatre ou six circonscriptions de plus que ce qui est prévu à l'article 6, lorsque le nombre des élèves qui fréquentent les écoles de la commission scolaire et qui sont admissibles à recevoir l'enseignement en anglais est d'au moins 200 ou représente au moins 5 % des effectifs scolaires de la commission scolaire.

Les circonscriptions établies en vertu du présent article peuvent être superposées en tout ou en partie à une ou plusieurs circonscriptions électorales établies en vertu des articles 6 ou 7.

Le décret est publié à la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur avant le 1^{er} septembre de l'année où se tient l'élection des commissaires.

10. Le conseil des commissaires assigne un nom ou un numéro à chaque circonscription.

Il donne un avis public qui décrit les limites des circonscriptions en utilisant autant que possible le nom des rues.

11. La division du territoire de la commission scolaire en circonscriptions ne vaut que pour la première élection générale qui suit l'entrée en vigueur de la division et pour toute élection partielle tenue avant la prochaine élection générale.

12. À défaut par le conseil des commissaires de remplir les obligations prévues aux articles 5, 6 et 10, le ministre de l'Éducation peut nommer une personne pour accomplir ces obligations aux frais de la commission scolaire.

CHAPITRE IV

PARTIES AUX ÉLECTIONS

SECTION I

ÉLECTEUR

13. Est électeur toute personne qui, à la date du scrutin, a la citoyenneté canadienne, est majeure, a son domicile au Québec depuis au moins douze mois et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue à la Loi électorale (L.R.Q., chapitre E-3.2).

14. Pour exercer son droit de vote, une personne doit être inscrite sur la liste électorale.

15. L'électeur est inscrit sur la liste électorale de la circonscription où est situé son domicile.

Dans les cas visés à l'article 9, l'électeur est inscrit sur la liste électorale de la circonscription dans laquelle il choisit de voter.

16. Lorsque le domicile d'un électeur est situé sur le territoire de plus d'une commission scolaire, l'électeur doit voter à l'élection des commissaires de la commission scolaire où lui-même ou son enfant est inscrit.

Si l'électeur n'est pas inscrit ou n'a pas d'enfant inscrit dans les écoles de l'une ou l'autre commission scolaire il peut voter à l'élection des commissaires de l'une ou l'autre commission scolaire, à son choix.

17. Un électeur propriétaire d'un immeuble imposable situé sur le territoire commun à plus d'une commission scolaire doit voter à l'élection des commissaires de la commission scolaire en faveur de laquelle il a choisi de payer ses taxes scolaires.

Si l'électeur n'a pas effectué de choix relatif au paiement des taxes scolaires il peut voter à l'élection des commissaires de l'une ou l'autre commission scolaire, à son choix.

18. Le choix relatif à l'exercice du droit de vote doit, pour être valable lors d'une élection scolaire, avoir été fait avant l'expiration du délai fixé pour une demande de modification à la liste électorale.

19. Seuls les dissidents peuvent voter à l'élection des commissaires d'une commission scolaire dissidente.

20. Lorsqu'une commission scolaire conclut avec une autre commission scolaire une entente pour la prestation de services de formation et d'éveil ou d'enseignement à un élève de cet autre commission scolaire, conformément à la Loi sur l'instruction publique, les parents de l'élève qui ont la qualité d'électeur peuvent voter dans la circonscription de la commission scolaire où est située l'école que fréquente l'élève.

Pour l'application du présent article, le mot « parent » désigne le titulaire de l'autorité parentale.

21. Le domicile d'une personne est au même lieu qu'en vertu du Code civil quant à l'exercice de ses droits civils.

Toutefois, une personne qui a quitté son principal établissement au Québec depuis plus d'un an est réputée avoir changé de domicile, sauf lorsqu'elle remplit à l'extérieur du Québec une fonction pour le compte du gouvernement du Québec ou du Canada.

SECTION II

CANDIDAT

22. Peut être élu commissaire, tout électeur qui, à la date du scrutin, a son domicile sur le territoire de la commission scolaire depuis au moins six mois et n'est ni interdit, ni en cure fermée suivant la Loi sur la protection du malade mental (L.R.Q., chapitre P-41), ni sous la protection du curateur public.

L'électeur visé à l'article 20 est réputé avoir un deuxième domicile depuis au moins six mois à la date du scrutin dans la circonscription de la commission scolaire où est située l'école que fréquente l'élève.

23. Les personnes suivantes sont inhabiles à exercer la fonction de commissaire :

- 1° un membre de l'Assemblée nationale;
- 2° un membre du Parlement du Canada;
- 3° un juge d'un tribunal judiciaire;
- 4° un membre du personnel de la commission scolaire;
- 5° une personne condamnée à une sentence d'emprisonnement.

L'incapacité prévue au paragraphe 5° vaut pour la durée de la sentence mais cesse si la personne obtient un pardon pour l'acte commis

SECTION III

PERSONNEL ÉLECTORAL

24. Le directeur général de la commission scolaire est d'office le président d'élection. Il ne peut refuser d'agir comme tel qu'avec l'autorisation du ministre qui nomme alors une autre personne pour le remplacer.

25. Le président d'élection nomme, pour l'assister dans l'exercice de ses fonctions, un secrétaire d'élection.

26. Lorsque le président d'élection est empêché d'exercer ses fonctions, le secrétaire d'élection le remplace et doit en aviser le ministre; celui-ci peut alors nommer une autre personne à titre de président d'élection.

27. Le président d'élection peut, s'il l'estime nécessaire, se nommer des adjoints à qui il peut déléguer, par écrit, l'exercice de certains des pouvoirs et devoirs que lui attribue la présente loi.

28. Le président d'élection peut, en outre, requérir à titre temporaire les services de toute personne nécessaire.

29. Sont membres du personnel électoral le président d'élection, le secrétaire d'élection, les adjoints, les personnes requises par le président d'élection ainsi que le personnel du scrutin.

Avant d'entrer en fonction, tous les membres du personnel électoral, à l'exception du président d'élection, doivent prêter le serment devant le président d'élection, ou la personne qu'il désigne, de remplir fidèlement les devoirs de leur charge au meilleur de leur jugement et de leur capacité.

30. Les membres du personnel électoral sont choisis parmi les personnes ayant la qualité d'électeur; ils peuvent également l'être parmi les employés de la commission scolaire.

31. Le président d'élection peut destituer un membre du personnel électoral qui néglige d'accomplir ses fonctions, qui se livre à un travail de nature partisane ou qui n'a pas la qualité requise pour occuper la fonction.

Un membre du personnel électoral ainsi destitué doit remettre au président d'élection tous les documents officiels qu'il a en sa possession.

32. La commission scolaire fixe le tarif de la rémunération et des frais des membres du personnel électoral qui ne sont pas ses employés. Ce tarif ne peut excéder celui fixé en vertu de la Loi électorale.

SECTION IV

REPRÉSENTANTS DES CANDIDATS ET RELEVEURS DE LISTES

33. Une équipe reconnue en vertu de la section III du chapitre V peut, pour chaque bureau de vote où peut être donné un vote en faveur d'un ou de plusieurs de ses candidats, désigner une personne qu'il mandate par procuration pour représenter ce candidat ou l'ensemble de ceux-ci, selon le cas, auprès du scrutateur.

34. Un candidat indépendant peut, pour chaque bureau de vote où peut être donné un vote en sa faveur, désigner une personne qu'il mandate par procuration pour le représenter auprès du scrutateur.

35. Le candidat peut être présent partout où son représentant est autorisé à agir, l'assister dans l'exercice de ses fonctions ou le remplacer.

Le candidat qui n'a pas de représentant peut agir à la place de celui-ci.

36. Une équipe reconnue peut, pour chaque local où se trouve un bureau de vote où peut être donné un vote en faveur d'un ou de plusieurs de ses candidats, désigner un releveur de listes qu'il mandate par procuration pour recueillir périodiquement une liste des personnes qui ont déjà exercé leur droit de vote.

Un candidat indépendant peut désigner de la même façon un releveur de listes pour chaque local où se trouve un bureau de vote où peut être donné un vote en sa faveur.

Les deux premiers alinéas ne s'appliquent pas lors du vote par anticipation.

37. Est inhabile à exercer la fonction de représentant ou de releveur de listes la personne qui s'avoue ou est reconnue coupable d'une infraction constituant une manoeuvre électorale frauduleuse au sens de l'article 164 ou de la Loi électorale.

L'incapacité dure cinq ans à compter du jour où le jugement de culpabilité est passé en force de chose jugée.

38. La procuration est signée par le chef de l'équipe, par le candidat indépendant ou par la personne que le chef ou le candidat désigne à cette fin dans un écrit transmis au président d'élection.

Elle est présentée au scrutateur.

39. La procuration d'un représentant est valide pour toute la durée du scrutin et du dépouillement des votes qui ont lieu au bureau de vote auquel il est affecté. Celle d'un releveur de listes est valide pour toute la durée du scrutin.

CHAPITRE V

PROCÉDURES ÉLECTORALES

SECTION I

AVIS D'ÉLECTION

40. Au plus tard le 75^e jour précédant celui fixé pour le scrutin, le président d'élection donne un avis public qui contient les mentions suivantes:

1° le lieu, les jours et les heures où toute déclaration de candidature doit être produite;

2° le fait que s'il y a plus d'un candidat à un poste de commissaire un vote par anticipation et un scrutin seront tenus pour élire un candidat;

3° le jour et l'heure prévus pour l'ouverture et la fermeture de tout bureau de vote par anticipation;

4° le jour et l'heure prévus pour l'ouverture et la fermeture de tout bureau de vote lors du scrutin;

5° le nom du secrétaire d'élection;

6° le numéro de téléphone et l'adresse du bureau du président d'élection.

SECTION II

LISTE ÉLECTORALE

§ 1.—*Confection*

41. Le président d'élection confectionne la liste électorale de chacune des circonscriptions entre le 75^e jour et le 45^e jour précédant celui du scrutin.

Cette liste est confectionnée en extrayant de la dernière liste électorale confectionnée en vertu de la Loi électorale les noms des personnes qui ont la qualité d'électeur en vertu de l'article 13 et en y inscrivant le nom des personnes visées à l'article 20.

Le président d'élection prend toute autre mesure nécessaire au parachèvement de la liste.

42. Lors de la confection de la liste électorale, le président d'élection inscrit le nom des personnes qui ont le droit de voter à l'élection des commissaires de la commission scolaire ou qui choisissent de voter au bénéfice de la commission scolaire par application des articles 16 à 18.

43. Au plus tard le 45^e jour précédant celui du scrutin, le président d'élection dépose la liste électorale de chacune des circonscriptions au siège social de la commission scolaire.

44. Le président d'élection doit, au plus tard dans les cinq jours qui suivent celui du dépôt de la liste électorale, donner un avis public, indiquant le dépôt de la liste électorale de chacune des circonscriptions et indiquant l'endroit où elle peut être consultée.

Cet avis doit également mentionner le lieu, les jours et les heures où les électeurs pourront déposer des demandes d'inscription, de radiation ou de correction.

45. Si le 40^e jour précédant celui du scrutin la liste électorale n'a pas été préparée ou déposée, ou si l'avis prévu à l'article 44 n'a pas été donné, le ministre peut nommer une personne pour accomplir, aux frais de la commission scolaire, les formalités qui n'ont pas été remplies.

§ 2.—*Révision*

46. Dans les cinq jours suivant l'avis du dépôt de la liste électorale, quiconque croit que son nom ou celui d'une autre personne a été omis ou inscrit sans droit sur la liste électorale, ou que sa désignation ou

celle d'une autre personne est erronée, peut déposer une demande écrite en inscription, en radiation ou en correction au président d'élection.

47. À l'expiration du délai de cinq jours, le président d'élection fixe, dans les sept jours suivants, la date à laquelle le conseil des commissaires examinera toute demande en inscription, en radiation ou en correction.

Il donne un avis d'un jour franc à chaque demandeur et à toute personne visée par une demande.

48. Au jour fixé, le conseil des commissaires examine les demandes et donne aux parties intéressées l'occasion de se faire entendre.

Il peut entendre les parties intéressées et leurs témoins sous serment, selon le cas.

49. Le conseil des commissaires peut confirmer ou corriger la liste électorale et corriger toute erreur matérielle.

Le président d'élection parafe toute modification à la liste électorale.

§ 3.—*Entrée en vigueur*

50. La liste électorale entre en vigueur le 27^e jour précédant celui du scrutin.

51. Au plus tard le 26^e jour précédant celui du scrutin, le président d'élection transmet gratuitement une copie de la liste électorale à chaque équipe reconnue en vertu de la section III du présent chapitre.

Il transmet à chaque candidat indépendant une copie de la liste électorale de la circonscription où il produit une déclaration de candidature.

52. Aucune erreur de forme dans la confection, la révision ou la mise en vigueur de la liste électorale n'a pour effet de l'invalidier à moins qu'il en résulte une injustice réelle.

SECTION III

DÉCLARATION DE CANDIDATURE ET CONSTITUTION D'ÉQUIPES

53. Une personne qui désire poser sa candidature produit, du 16^e au 14^e jour précédant celui du scrutin, entre 10 et 17 heures, une déclaration écrite de candidature auprès du président d'élection.

La personne qui désire poser sa candidature peut désigner par écrit une personne pour agir en son nom à titre de mandataire.

54. Les candidats peuvent être regroupés en équipe reconnue par le président d'élection.

55. Peut demander une reconnaissance l'équipe qui s'engage, par l'intermédiaire de son chef, à présenter des candidats à au moins les deux tiers des postes de commissaires ouverts aux candidatures lors de la prochaine élection.

56. Le chef de l'équipe transmet au président d'élection une demande écrite de reconnaissance qui contient les renseignements suivants:

1° le nom de l'équipe;

2° l'adresse à laquelle doivent être expédiées les communications destinées à l'équipe;

3° le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du chef de l'équipe.

La demande doit également contenir l'engagement qui donne droit à l'équipe de demander la reconnaissance.

Elle doit être accompagnée du nom, de l'adresse et de la signature, pour au moins les deux tiers des postes de commissaires, des personnes éligibles affirmant avoir l'intention d'être les candidats de l'équipe à ces postes.

57. Le président d'élection accorde la reconnaissance à l'équipe qui lui en fait la demande conformément aux articles 55 et 56.

Toutefois, il doit refuser la reconnaissance à une équipe dont le nom comporte le mot « indépendant » ou est susceptible d'amener les électeurs à se méprendre sur l'équipe à laquelle ils destinent leurs votes.

La reconnaissance a effet aux fins de la prochaine élection générale et aux fins de toute élection partielle tenue avant l'élection générale qui suit la prochaine.

58. Une équipe reconnue ne peut modifier son nom qu'avec l'approbation du président d'élection qui doit refuser celle-ci lorsque le nouveau nom proposé comporte le mot « indépendant » ou est susceptible d'amener les électeurs à se méprendre sur l'équipe à laquelle ils destinent leurs votes.

La demande d'approbation est faite au moyen d'un écrit du chef de l'équipe.

59. Le président d'élection doit, à moins que les procédures d'élection ne soient recommencées en vertu de la section III du chapitre VI, retirer sa reconnaissance à l'équipe qui, à la fin de la période prévue pour la production des déclarations de candidature, présente des candidats à moins des deux tiers des postes de commissaires ou dont le nombre de candidats, après cette période, mais avant la fin de celle du scrutin, devient inférieur à ce minimum.

Il doit également retirer sa reconnaissance à l'équipe qui modifie son nom de telle façon qu'il comporte le mot « indépendant » ou est susceptible d'amener les électeurs à se méprendre sur l'équipe à laquelle ils destinent leurs votes.

60. La déclaration de candidature mentionne le nom du candidat, sa date de naissance, son adresse, sa profession et la circonscription pour laquelle il pose sa candidature et comprend une attestation, appuyée de son serment, de son éligibilité.

61. La déclaration de candidature du candidat d'une équipe reconnue doit mentionner qu'il est candidat de cette équipe.

62. La déclaration de candidature doit être signée par le candidat et appuyée par dix électeurs de la circonscription pour laquelle cette déclaration est prescrite.

En regard de sa signature, chacun de ces électeurs doit indiquer son adresse comme elle doit être inscrite sur la liste électorale.

63. La déclaration de candidature doit être accompagnée d'une pièce d'identité du candidat et d'une déclaration signée par lui ou son mandataire attestant qu'il connaît les signataires, qu'ils ont apposé leur signature en sa présence et qu'à sa connaissance ils sont des électeurs de la commission scolaire.

Le président d'élection remet la pièce d'identité, après l'avoir examinée, à la personne qui produit la déclaration de candidature ou à son mandataire et en conserve une copie conforme.

64. La déclaration de candidature du candidat d'une équipe reconnue doit être accompagnée d'une lettre signée par le chef de l'équipe attestant que cette personne en est le candidat officiel au poste concerné.

65. Une personne ne peut poser sa candidature que dans une circonscription d'une même commission scolaire.

66. Un candidat peut poser sa candidature sous ses prénom et nom usuels à la condition qu'ils soient de notoriété constante dans la vie politique, professionnelle ou sociale et que le candidat agisse de bonne foi.

67. Le président d'élection doit admettre sur-le-champ une déclaration de candidature qui est conforme à la présente loi.

Il donne alors un accusé de réception qui fait preuve de la candidature.

68. Un électeur peut consulter au bureau du président d'élection toute déclaration de candidature reçue.

69. Tout candidat peut, sur demande, obtenir sans frais une copie de toute déclaration de candidature dont la production a été acceptée.

70. Si, à l'expiration de la période de mise en candidature, le président d'élection n'a reçu, pour une circonscription, qu'une seule déclaration de candidature, il proclame le candidat élu.

71. Si, à l'expiration de la période de mise en candidature, le président d'élection n'a reçu, pour une circonscription, aucune déclaration de candidature, il tient une nouvelle période de mise en candidature pour cette circonscription entre 10 et 17 heures le deuxième vendredi qui suit. Le scrutin a lieu le troisième dimanche subséquent.

Le président d'élection publie, dans les plus brefs délais, un avis public informant les électeurs de la nouvelle période de mise en candidature et de la nouvelle date du scrutin.

72. Si, à l'expiration de la nouvelle période de mise en candidature, il n'a reçu aucune déclaration de candidature, il en informe le ministre qui, dans les 30 jours de la réception de cet écrit, doit combler le poste de commissaire.

73. Un candidat peut retirer sa candidature en tout temps s'il remet au président d'élection une déclaration à cet effet signée par lui.

74. Le nom du candidat qui a retiré sa candidature ne doit pas apparaître sur le bulletin de vote.

Toutefois, s'il est impossible d'imprimer de nouveaux bulletins de vote à temps pour le scrutin, le scrutateur doit rayer le nom du candidat sur chacun des bulletins.

Si le retrait d'une candidature se produit pendant la tenue du scrutin, tous les votes donnés en faveur de ce candidat sont alors annulés.

75. Si, après le retrait d'une candidature, il ne reste qu'un seul candidat, le président d'élection le proclame élu.

76. Lorsqu'un candidat décède entre la fin de la période de mise en candidature et la clôture du scrutin, le président d'élection recommence, pour la circonscription concernée, la procédure d'élection de la façon prévue à l'article 71.

SECTION IV

SCRUTIN

§ 1.—*Avis du scrutin*

77. Si le président d'élection a reçu plus d'une déclaration de candidature pour une circonscription, il annonce la tenue d'un scrutin par un avis public indiquant :

1° pour chaque circonscription où un scrutin est nécessaire, selon l'ordre alphabétique des noms, les prénom et nom, l'adresse et la profession des candidats ;

2° la date, le lieu et les heures d'ouverture des bureaux de vote par anticipation ainsi que les électeurs ayant droit d'y voter ;

3° la date, le lieu et les heures d'ouverture des bureaux de vote, le jour du scrutin.

L'avis indique en outre, le cas échéant, le nom de l'équipe reconnue dont fait partie un candidat.

78. Le président d'élection affiche l'avis du scrutin au siège social de la commission scolaire dès l'expiration de la période de mise en candidature.

Il en envoie aussi une copie à la commission scolaire dont elle scolarise les élèves par entente pour qu'elle y soit affichée à son siège social.

§ 2.— *Vote par anticipation*

79. Le président d'élection doit, le septième jour précédant celui du scrutin, établir autant de bureaux de vote par anticipation qu'il le juge nécessaire.

80. Sauf disposition inconciliable, les dispositions de la présente section relatives à la tenue d'un scrutin dans un bureau ordinaire s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, au vote par anticipation.

81. Le bureau de vote par anticipation est ouvert de quatorze heures à vingt-deux heures, le dimanche précédant celui du scrutin.

82. Peut voter par anticipation, un membre du personnel électoral en fonction le jour du scrutin, une personne handicapée, une personne qui a des motifs de croire qu'elle sera absente ou incapable de voter le jour du scrutin ou les parents des élèves scolarisés par entente.

83. Une personne qui a des motifs de croire qu'elle sera absente ou incapable de voter le jour du scrutin et qui désire voter par anticipation doit, avant de recevoir un bulletin de vote, déclarer sous serment qu'elle a des motifs de croire qu'elle sera absente ou incapable de voter le jour du scrutin. Mention en est faite au registre du scrutin.

84. Dès qu'un électeur est admis à voter par anticipation, le secrétaire du bureau de vote inscrit ses prénom, nom et adresse dans le registre du scrutin et l'indique sur la liste électorale dans l'espace réservé à cette fin.

85. À la fermeture du bureau de vote par anticipation, le secrétaire du bureau de vote inscrit au registre du scrutin les mentions prévues par l'article 122.

Le scrutateur place dans des enveloppes distinctes les bulletins qui se trouvent dans l'urne, les bulletins détériorés ou annulés, ceux qui n'ont pas été utilisés et la liste électorale; il scelle ensuite ces enveloppes. Ces enveloppes, sauf celle contenant la liste électorale, sont déposées dans l'urne avec le registre du scrutin. Le scrutateur scelle l'urne et appose un cachet sécuritaire portant un numéro.

Le scrutateur remet ensuite l'urne au président d'élection ou à la personne que celui-ci désigne.

§ 3.—*Personnel du scrutin*

86. Le président d'élection établit autant de bureaux de vote qu'il le juge nécessaire.

Les bureaux de vote d'une circonscription électorale sont regroupés dans un même endroit public. Toutefois, si le président d'élection le juge préférable en raison de la superficie de la circonscription, du nombre d'électeurs ou de la présence d'un centre hospitalier ou d'un centre d'accueil dans la circonscription, il peut établir ces bureaux en plus d'un endroit.

87. Le président d'élection nomme un scrutateur et un secrétaire pour chaque bureau de vote.

88. Le scrutateur a notamment pour fonction :

- 1° de veiller à l'aménagement du bureau de vote;
- 2° d'assurer le bon déroulement du scrutin et de maintenir le bon ordre;
- 3° de faciliter l'exercice du droit de vote et d'assurer le secret du vote;
- 4° de procéder au dépouillement du vote;
- 5° de transmettre au président d'élection les résultats du vote et de lui transmettre l'urne.

89. Le secrétaire du bureau de vote a notamment pour fonction :

- 1° d'inscrire dans le registre du scrutin les mentions relatives au déroulement du vote;
- 2° d'assister le scrutateur.

90. Le président d'élection peut, pour maintenir la paix et le bon ordre, requérir l'assistance d'agents de la paix ou demander l'assistance de toute personne.

§ 4.—*Matériel nécessaire au vote*

91. Le président d'élection fait imprimer le bulletin de vote dans la forme prévue à l'annexe I.

Le bulletin est imprimé sur un papier suffisamment fort pour qu'une marque de crayon ne se distingue pas au travers.

92. Le bulletin de vote comprend un talon et est rattaché à une souche. La souche et le talon portent le même numéro au verso et sont numérotés consécutivement.

93. Le bulletin de vote doit permettre d'identifier chaque candidat.

Il contient, au recto :

1° le nom de chaque candidat, son prénom précédant son nom de famille;

2° le nom de l'équipe reconnue à laquelle appartient chaque candidat, le cas échéant, sous la mention de son nom;

3° un cercle destiné à recevoir la marque de l'électeur en regard des mentions relatives à chaque candidat.

94. Le bulletin de vote contient, au verso :

1° le numéro du bulletin inscrit sur la souche et le talon;

2° un espace destiné à recevoir les initiales du scrutateur;

3° le nom de la commission scolaire;

4° le nom ou le numéro de la circonscription concernée;

5° la date du scrutin;

6° le nom et l'adresse de l'imprimeur.

La mention de la circonscription concernée doit correspondre à celle contenue dans les déclarations de candidatures.

95. Lorsque plusieurs candidats ont les mêmes prénom et nom, le président d'élection doit, pour les identifier clairement, inscrire sous leur nom leur profession et au besoin leur adresse. Dans un tel cas, il doit faire les mêmes inscriptions pour chacun des candidats.

96. En transmettant les bulletins de vote au président d'élection, l'imprimeur doit lui remettre une déclaration sous serment contenant la description des bulletins de vote qu'il a imprimés, le nombre de ces bulletins remis au président d'élection, et affirmant qu'il n'a pas fourni

d'autres bulletins à qui que ce soit et qu'il n'en a aucun autre en sa possession.

97. Le président d'élection se procure les urnes nécessaires à la tenue du scrutin.

Ces urnes doivent être d'un matériau solide, de dimension et de type uniformes.

§ 5.—*Opérations préalables au scrutin*

98. Au plus tard la veille du scrutin, le président d'élection remet au scrutateur, dans une urne scellée, après avoir apposé ses initiales sur les scellés, la liste électorale du bureau de vote, un registre du scrutin, le nombre requis de bulletins de vote, les formules ainsi que le matériel et les documents nécessaires au vote et au dépouillement du vote. Il lui remet également un isoloir.

99. Le scrutateur et le secrétaire sont présents au bureau de vote une heure avant l'ouverture.

100. Un candidat ou son représentant peut être présent auprès du scrutateur et du secrétaire d'un bureau de vote et assister à toute opération qui se déroule dans le bureau de vote.

101. Le scrutateur, en présence du secrétaire du bureau de vote, ouvre l'urne et examine les documents qui s'y trouvent et le matériel nécessaire au vote, en respectant les directives émises par le président d'élection.

102. À l'heure fixée pour l'ouverture du scrutin, le scrutateur et le secrétaire du bureau de vote doivent s'assurer que l'urne ne contient aucun bulletin de vote. Elle est ensuite scellée et placée sur la table du bureau face au scrutateur.

§ 6.—*Déroulement du scrutin*

103. Le scrutin a lieu de neuf heures à dix-neuf heures.

104. Un employeur doit accorder à l'électeur à son emploi, pendant les heures d'ouverture des bureaux de vote, au moins quatre heures consécutives pour voter, sans tenir compte du temps normalement accordé pour le repas.

Aucune déduction de salaire ni aucune sanction ne peut être imposée à l'employé en raison de ce congé.

105. Il ne peut être admis à la fois plus d'un électeur à un bureau de vote.

106. L'électeur mentionne au scrutateur et au secrétaire du bureau de vote ses nom, prénom et adresse et, s'il en est requis, son âge et sa profession.

107. Le scrutateur admet à voter l'électeur qui ne l'a pas déjà fait, qui est inscrit sur la liste électorale du bureau de vote et dont les nom, prénom, adresse et, le cas échéant, l'âge et la profession correspondent à ceux apparaissant sur la liste électorale.

108. Le scrutateur remet à l'électeur qui a été admis à voter le bulletin de vote qu'il détache de la souche après avoir apposé ses initiales à l'endroit réservé à cette fin.

109. Quiconque se présente pour voter doit, si le scrutateur, un candidat ou son représentant lui en fait la demande, faire la déclaration suivante devant le scrutateur :

« Je jure (*ou*, j'affirme solennellement) que je suis habile à voter et que je n'ai pas déjà voté à cette élection ».

Si l'électeur refuse, il perd son droit de voter à cette élection et mention en est faite au registre du scrutin, selon la forme prévue à l'annexe II.

110. L'électeur dont la désignation ne correspond pas exactement à celle indiquée sur la liste électorale peut quand même être admis à voter après avoir fait la déclaration prévue à l'article 109.

111. Après avoir reçu le bulletin de vote, l'électeur se rend dans l'isoloir, marque aussitôt le bulletin dans un des cercles et le plie.

112. L'électeur quitte l'isoloir, permet que les initiales du scrutateur soient examinées par celui-ci, le secrétaire du bureau de vote et le candidat ou son représentant qui le désire. Ensuite l'électeur, à la vue des personnes présentes, détache le talon et le remet au scrutateur qui le détruit; puis l'électeur dépose lui-même le bulletin dans l'urne.

L'électeur marque le bulletin de vote en y faisant une croix, un « x », une coche ou un trait au moyen d'une plume ou d'un stylo, ou

le cas échéant, du crayon que le scrutateur lui remet en même temps que le bulletin de vote.

113. Dès qu'un électeur a voté, le secrétaire du bureau de vote l'indique sur la liste électorale dans l'espace réservé à cette fin.

114. Si les initiales qui apparaissent au verso du bulletin ne sont pas celles du scrutateur, ce dernier doit l'annuler et mention en est faite au registre du scrutin par le secrétaire du bureau.

115. Le scrutateur remet un nouveau bulletin de vote à l'électeur qui, par inadvertance, a maculé ou détérioré son bulletin et annule le bulletin maculé ou détérioré.

116. L'électeur qui déclare sous serment qu'il est incapable de marquer lui-même son bulletin de vote, en raison de quelque handicap ou parce qu'il ne sait pas lire, peut se faire assister d'un électeur de la même circonscription. S'il n'a aucun électeur à proposer pour se faire, le scrutateur occupe cette fonction. Mention en est faite au registre du scrutin.

117. L'électeur sous le nom de qui une personne a déjà voté peut quand même être admis à voter après avoir fait la déclaration prévue à l'article 109. Mention en est faite au registre du scrutin.

118. Un électeur dont le nom n'apparaît pas sur la liste électorale utilisée dans le bureau de vote mais dont le nom se trouve sur la liste électorale en la possession du président d'élection peut obtenir de ce dernier ou du secrétaire d'élection une autorisation écrite de voter.

L'électeur qui a obtenu cette autorisation la présente au scrutateur et déclare sous serment qu'il est bien la personne qui l'a obtenue. Mention en est faite au registre du scrutin.

119. Si le scrutin n'a pu commencer à l'heure fixée, a été interrompu par force majeure ou n'a pu être terminé en raison d'un manque de bulletins, il se poursuit jusqu'à ce qu'il ait duré dix heures.

120. Les électeurs présents sur les lieux d'un bureau de vote à l'heure de la clôture du scrutin et qui n'ont pu voter avant l'heure prévue, peuvent exercer leur droit de vote. Le scrutateur déclare ensuite le scrutin clos.

CHAPITRE VI

OPÉRATIONS CONSÉCUTIVES AU SCRUTIN

SECTION I

DÉPOUILLEMENT DES VOTES

121. Après la clôture du scrutin, le scrutateur, assisté du secrétaire du bureau de vote, procède au dépouillement des votes. Les candidats et leurs représentants peuvent être présents.

122. Avant que l'urne ne soit ouverte, le secrétaire du bureau de vote inscrit au registre du scrutin :

1° le nombre d'électeurs ayant voté;

2° le nombre de bulletins de vote maculés, détériorés ou annulés et le nombre de ceux qui n'ont pas été utilisés.

123. Le scrutateur ouvre l'urne, procède au dépouillement en prenant un par un les bulletins déposés dans l'urne et permet à chaque personne présente de les examiner.

124. Le scrutateur déclare valide tout bulletin de vote que l'électeur a marqué dans un des cercles en la manière prévue par l'article 112.

Toutefois, le scrutateur rejette un bulletin qui :

1° n'a pas été fourni par lui;

2° n'a pas été marqué;

3° a été marqué en faveur de plus d'un candidat;

4° a été marqué ailleurs que dans un des cercles;

5° porte des inscriptions fantaisistes ou injurieuses;

6° porte une marque permettant d'identifier l'électeur.

125. Le scrutateur rejette aussi tout bulletin qui ne comporte pas les initiales du scrutateur. Toutefois, il n'est pas rejeté lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies :

1° le nombre de bulletins trouvés dans l'urne correspond à celui qui, d'après la liste électorale et d'après le registre du scrutin, le cas échéant, y ont été déposés;

2° les bulletins trouvés dans l'urne qui ne comportent aucune initiale sont, à leur face même, ceux qui ont été fournis par le scrutateur ;

3° le scrutateur signe une déclaration écrite attestant sous son serment qu'il a omis par mégarde ou par oubli d'apposer ses initiales sur le nombre de bulletins qu'il précise.

Le scrutateur appose alors, devant les personnes présentes, ses initiales à l'endos de tout bulletin qui ne les comporte pas et inscrit sur chacun, à la suite de ses initiales, une note indiquant qu'elles ont été apposées comme correction. Mention en est faite au registre du scrutin.

126. Aucun bulletin ne doit être rejeté pour le seul motif qu'on a omis d'en enlever le talon. Dans ce cas, le scrutateur détache le talon et le détruit.

Aucun bulletin ne doit également être rejeté pour le seul motif que la marque inscrite dans l'un des cercles dépasse le cercle dans lequel l'électeur a fait sa marque.

127. Le scrutateur considère toute contestation soulevée au sujet de la validité d'un bulletin de vote et en décide immédiatement. La contestation et la décision du scrutateur sont inscrites dans le registre du scrutin.

128. Après avoir compté les bulletins de vote, le scrutateur dresse un relevé du scrutin suivant la formule prévue à l'annexe III.

Il en remet un exemplaire au candidat ou à son représentant. Il en conserve un exemplaire qu'il remet au président d'élection.

129. Le scrutateur place ensuite dans des enveloppes distinctes les bulletins attribués à un même candidat, les bulletins rejetés, les bulletins maculés, détériorés ou annulés, ceux qui n'ont pas été utilisés et le relevé du scrutin. Il scelle ces enveloppes.

Le scrutateur, le secrétaire du bureau de vote et les représentants qui le désirent apposent leurs initiales sur les scellés.

Ces enveloppes, le registre du scrutin et la liste électorale sont déposés dans l'urne.

130. Le scrutateur scelle l'urne ; ce dernier, le secrétaire du bureau de vote et les représentant qui le désirent apposent leurs initiales sur les scellés.

Le scrutateur remet l'urne au président d'élection ou à la personne que celui-ci désigne.

SECTION II

RECENSEMENT DES VOTES

131. Le recensement commence à neuf heures le lendemain du scrutin. Il se déroule au bureau du président d'élection et tout candidat ou électeur peut y assister.

132. Le président d'élection procède au recensement des votes en utilisant les relevés du scrutin contenus dans les urnes et en compilant les votes exprimés en faveur de chaque candidat dans chacun des bureaux de vote de la circonscription électorale.

133. Si un relevé du scrutin n'a pas été déposé dans l'urne ou si le président n'a pu obtenir une urne, il ajourne le recensement jusqu'à ce qu'il obtienne ce relevé ou cette urne.

S'il s'avère impossible de les obtenir, il utilise le relevé du scrutin qui lui a été remis ou, à défaut, celui du scrutateur ou d'un représentant et il poursuit le recensement.

134. Le président d'élection déclare quel candidat a remporté le plus grand nombre de votes.

Il peut ensuite communiquer à toute personne qui en fait la demande les résultats du recensement.

135. En cas d'égalité au premier rang, le président d'élection fait un nouveau recensement.

Si l'égalité des voix persiste après un nouveau recensement, le président d'élection s'adresse à la Cour provinciale de la façon prévue à l'article 138.

SECTION III

NOUVEAU DÉPOUILLEMENT

136. Un candidat ou son représentant peut demander un nouveau dépouillement des votes s'il allègue qu'un scrutateur a compté ou rejeté illégalement des bulletins de vote ou dressé un relevé inexact du nombre des bulletins de vote attribués à l'un des candidats.

137. Le candidat qui s'est classé deuxième ou son représentant peut, en cas de majorité ne dépassant pas 5 % des votes exprimés, demander un nouveau dépouillement.

138. La demande de nouveau dépouillement est faite par requête adressée à un juge de la Cour provinciale du district judiciaire où se trouve située entièrement ou en partie la circonscription électorale où s'est tenue l'élection.

139. La requête est présentée dans les quatre jours qui suivent le recensement des votes.

140. Le nouveau dépouillement doit débiter dans les quatre jours de la réception de la requête et il doit y être procédé le plus rapidement possible.

141. Le juge donne au président d'élection et aux candidats un avis écrit d'au moins un jour franc du jour, de l'heure et du lieu où il procédera au dépouillement des votes.

Le juge assigne le secrétaire d'élection et le président d'élection à comparaître et ordonne à ce dernier d'apporter les urnes et les relevés du scrutin de la circonscription électorale concernée.

142. Au jour fixé, le juge procède, en présence du président et du secrétaire d'élection, au nouveau dépouillement.

143. Les articles 124 et 126 s'appliquent pour décider de la validité d'un bulletin de vote et le juge peut, à cette fin, prendre les moyens qu'il juge convenables.

144. En l'absence d'une urne ou des documents requis, le juge prend les moyens appropriés pour connaître les résultats du vote. À cette fin, il est investi des pouvoirs et de l'immunité accordés à un commissaire nommé en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37).

Toute personne qui témoigne à cette occasion devant le juge a les mêmes privilèges et la même immunité qu'un témoin devant la Cour supérieure et les articles 307 et 309 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires.

145. Au cours du dépouillement, le juge a la garde des urnes et de leur contenu ainsi que de tous les autres documents qui lui ont été remis.

146. Dès que le dépouillement est terminé, le juge compile les votes exprimés en faveur de chaque candidat, vérifie ou rectifie tout relevé du scrutin et certifie les résultats du vote.

Il remet au président d'élection les urnes et tous les autres documents ayant servi au dépouillement.

147. Le président d'élection proclame élu le candidat qui a reçu le plus grand nombre de votes.

Si l'égalité des voix persiste après le nouveau dépouillement, il ordonne la tenue d'une nouvelle élection pour la circonscription concernée et fixe la période de mise en candidature et la date du scrutin.

148. Le juge adjuge les frais et fixe le montant selon le tarif établi par règlement du gouvernement.

Lorsque les résultats de l'élection ne sont pas modifiés, les frais du candidat qui a reçu le plus grand nombre de votes sont à la charge du requérant.

Dans le cas prévu à l'article 137, le requérant ne paie aucun frais.

149. Les frais sont recouvrés de la même manière que ceux adjugés dans les causes ordinaires portées devant la Cour provinciale.

SECTION IV

PROCLAMATION D'ÉLECTION

150. Si aucune demande de nouveau dépouillement n'a été faite dans le délai prévu, le président d'élection proclame élu le candidat qui a obtenu le plus grand nombre de votes. Il fait parvenir à chaque candidat une copie de cette proclamation.

151. Les commissaires entrent en fonction à la date de la proclamation d'élection.

Ils demeurent en fonction jusqu'à la date de l'élection suivante, sauf si leur siège devient vacant dans l'un des cas prévus à l'article 181.

152. Le président d'élection conserve les documents relatifs à l'élection jusqu'à l'expiration des délais pour la contestation d'élection.

153. Le président d'élection inscrit dans le registre de la commission scolaire le nom des candidats proclamés élus et les résultats officiels du scrutin.

154. Le président d'élection donne, dans le plus bref délai, un avis public indiquant les prénom et nom des candidats élus ainsi que la circonscription électorale qu'ils représentent.

CHAPITRE VII

DÉONTOLOGIE ÉLECTORALE

SECTION I

SECRET DU VOTE

155. Le vote est secret.

156. Un électeur ne peut, sur les lieux d'un bureau de vote, faire savoir publiquement, de quelque façon que ce soit, en faveur de quel candidat il se propose de voter ou a voté.

Un candidat, un représentant ou un membre du personnel électoral ne peut, sur les lieux d'un bureau de vote, chercher à savoir en faveur de quel candidat un électeur se propose de voter ou a voté.

Sont considérés comme les lieux d'un bureau de vote l'édifice où il se trouve et tout lieu voisin où la révélation de l'électeur ou la démarche du candidat, de son représentant ou du membre du personnel électoral peut être perçue par les électeurs qui sont dans la file d'attente.

157. Un scrutateur ou un électeur qui a porté assistance à un autre électeur ne peut faire savoir en faveur de quel candidat l'électeur a voté.

158. Une personne ne peut être contrainte de déclarer en faveur de quel candidat elle a voté.

SECTION II

PUBLICITÉ PARTISANE ET TRAVAIL PARTISAN

159. Sur les lieux d'un bureau de vote, nul ne peut utiliser un signe permettant d'identifier son appartenance à une équipe reconnue ou manifestant son appui ou son opposition à une équipe ou à un candidat, ou aux idées défendues ou combattues par celui-ci, ni faire quelque autre forme de publicité partisane.

Sont considérés comme les lieux d'un bureau de vote l'édifice où il se trouve et tout lieu voisin où le signe ou la publicité partisane peut être perçu par les électeurs qui sont dans la file d'attente.

160. Un membre du personnel électoral ne peut se livrer à un travail de nature partisane à compter de son assermentation.

161. Un employé d'une commission scolaire ne peut se livrer à un travail de nature partisane relativement à une élection à un poste de commissaire de la commission scolaire.

Cette prohibition s'étend à toute association représentant les intérêts de ces employés.

162. Ne constitue pas un travail de nature partisane le fait d'assister à une réunion d'une équipe reconnue, de verser une contribution à un candidat, ou d'apposer une signature d'appui sur une déclaration de candidature ou une demande d'autorisation.

Le premier alinéa ne s'applique pas au secrétaire général de la commission scolaire, ni, pendant qu'il est membre du personnel électoral, à tout autre employé de celle-ci.

CHAPITRE VIII

CONTESTATION DE L'ÉLECTION

163. L'élection d'un commissaire peut être contestée par un candidat ou par cinq électeurs quand cette élection ou la proclamation qui s'y rapporte est irrégulière, ou s'il a été pratiqué une manœuvre électorale frauduleuse en conséquence de laquelle l'élection d'un commissaire est devenue nulle.

164. Constitue une manœuvre électorale frauduleuse toute infraction mentionnée à l'article 202, au paragraphe 4° de l'article 203, aux paragraphes 1°, 2°, 3°, 4° et 10° de l'article 204, aux paragraphes 1° et 3° de l'article 205 et aux articles 206, 207 et 209.

165. La contestation de l'élection est faite par requête adressée à la Cour supérieure du district judiciaire où se trouve située entièrement ou en partie la circonscription où s'est tenue l'élection.

166. La requête est présentée dans les 30 jours de la proclamation d'élection, ou dans les 30 jours de la connaissance de la perpétration de la manœuvre électorale frauduleuse lorsque celle-ci a été connue après la proclamation d'élection.

167. Le président d'élection doit être mis en cause.

168. L'assignation est faite au moyen d'un bref auquel est annexée, pour tenir lieu de déclaration, la requête prévue à l'article 165.

169. La procédure obéit aux règles ordinaires du Code de procédure civile, mais la requête est instruite et jugée d'urgence.

170. Les règles de preuve sont celles en vigueur en matière civile.

171. L'acceptation par l'intimé d'une fonction qui le rend inéligible au poste de commissaire ou l'abandon de son siège de commissaire n'empêche pas la présentation de la requête et n'en interrompt pas l'audition.

172. Le tribunal décide :

- 1° si l'élection est nulle ;
- 2° si le commissaire dont l'élection est contestée a été dûment élu ou proclamé élu ;
- 3° si une autre personne a été élue et quelle est cette autre personne.

173. S'il est prouvé au cours de l'instruction :

1° qu'une manoeuvre électorale frauduleuse a été pratiquée par un candidat ou, à son su ou avec son assentiment, par une autre personne, ce candidat doit être tenu pour coupable de manoeuvre électorale frauduleuse, et, s'il a été élu, son élection est nulle ;

2° qu'une manoeuvre électorale frauduleuse a été pratiquée par un représentant d'un candidat, l'élection de ce candidat est nulle.

L'élection d'un candidat ne doit pas être déclarée nulle en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa s'il est établi que l'acte présente peu de gravité et n'a pu avoir d'effet sur le résultat de l'élection, et que le candidat a pris de bonne foi les précautions raisonnables pour conduire honnêtement l'élection.

174. S'il est prouvé au cours de l'instruction qu'un candidat, soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'une autre personne a commis une infraction visée à l'article 207 ou 209, le tribunal doit défalquer du nombre de votes qui paraissent avoir été donnés en faveur de ce candidat un vote pour chaque personne qui a voté à cette élection et à l'égard de qui, d'après la preuve faite, ce candidat a commis cette infraction.

175. L'élection d'un candidat n'est pas déclarée nulle en raison d'une infraction à la présente section qui ne constitue pas une manœuvre électorale frauduleuse si le tribunal en vient à la conclusion que cette infraction n'a pu changer ou notablement affecter le résultat de l'élection.

176. Une élection ne peut être déclarée nulle en raison de l'inobservance d'une formalité prescrite pour les opérations relatives au scrutin ou le dépouillement des votes ou en raison de l'inhabilité d'un membre du personnel électoral, si les opérations électorales ont été conduites conformément aux principes établis par la présente loi et si cette inobservance ou cette inhabilité n'a pas influé sur le résultat de l'élection.

177. Une élection ne peut être déclarée nulle en raison de l'inobservance des délais prescrits, à moins que cette inobservance ait influé sur le résultat de l'élection.

178. Une élection ne peut être déclarée nulle en raison du fait qu'une personne qui appuie une déclaration de candidature n'est pas électeur.

179. La décision de la Cour supérieure est finale.

180. Quand la Cour annule l'élection d'un commissaire, sans désigner une personne élue, elle ordonne une nouvelle élection et fixe la période de mise en candidature et la date du scrutin.

CHAPITRE IX

VACANCES AU CONSEIL DES COMMISSAIRES ET PROCÉDURES POUR LES COMBLER

SECTION I

CAS DE VACANCE

181. Le mandat d'un commissaire prend fin :

- 1° s'il décède;
- 2° s'il démissionne;
- 3° s'il fait défaut d'assister à six séances consécutives du conseil tenues à intervalles d'au moins sept jours;
- 4° s'il est inhabile à siéger;

5° s'il devient inéligible au poste de commissaire.

Dans le cas visé au deuxième alinéa de l'article 22, le mandat d'un commissaire prend fin lorsque l'enfant cesse de fréquenter l'école de la commission scolaire ou lorsqu'il est mis fin à l'entente.

182. Un commissaire démissionne de son poste en transmettant au secrétaire général de la commission scolaire un écrit en ce sens signé par lui.

Son mandat prend fin à la date de la transmission de cet écrit ou à la date ultérieure qui y est fixée.

Le secrétaire général transmet cet écrit au conseil des commissaires à la première séance qui suit.

183. Le mandat d'un commissaire qui fait défaut d'assister aux séances du conseil des commissaires prend fin à l'ouverture de la septième séance consécutive du début de son défaut.

184. Le mandat d'un commissaire qui est inhabile ou l'a été au cours du mandat prend fin le jour où le jugement qui le déclare inhabile est passé en force de chose jugée.

185. Le mandat d'un commissaire qui, après son élection, devient inhabile par application de l'article 23 prend fin le jour où il entre en fonction au poste visé à cet article.

186. Le mandat d'un commissaire dont l'inhabilité est causée par le fait qu'il s'est avoué ou a été reconnu coupable d'une infraction à une loi du Parlement du Québec ou du Canada et est condamné à une sentence d'emprisonnement prend fin, selon la date la plus tardive, le jour où le jugement de culpabilité est passé en force de chose jugée ou celui où la sentence définitive est prononcée, sauf en cas de pardon immédiat.

187. Le mandat d'un commissaire prend fin le jour où le jugement qui déclare nulle son élection ou qui le dépossède de sa charge est passé en force de chose jugée.

188. Le secrétaire général de la commission scolaire qui constate la vacance d'un poste de commissaire en avise le conseil des commissaires à la première séance qui suit.

SECTION II

ÉLECTION PARTIELLE ET NOMINATION

189. S'il reste 12 mois ou moins à écouler avant la fin du mandat du commissaire dont le poste est vacant, le conseil des commissaires comble ce poste dans les 30 jours de la fin du mandat, après consultation du comité de parents institué en vertu de la Loi sur l'instruction publique. La personne ainsi nommée doit posséder les qualités requises pour être commissaire.

La commission scolaire donne un avis public des nom et prénom de la personne ainsi nommée.

190. S'il reste plus de 12 mois à écouler avant la fin du mandat du commissaire dont le poste est vacant, le président d'élection procède à la tenue d'une élection pour combler ce poste.

La liste électorale pour la tenue de cette élection est celle qui a été utilisée lors de l'élection du commissaire dont le poste est vacant, sous réserve des demandes en inscription, en radiation ou en correction.

Les dispositions des chapitres IV à XIII s'appliquent à cette élection, compte tenu des adaptations nécessaires. Cependant l'avis d'élection prévu à l'article 40 doit être donné dans les 30 jours de la date où le poste est réputé vacant.

CHAPITRE X

CONGÉ SANS RÉMUNÉRATION

191. Tout employeur doit, sur demande écrite, accorder un congé sans rémunération à son employé qui est candidat à une élection scolaire.

192. Le congé commence à la plus tardive des dates suivantes:

1° le jour où l'employé devient candidat;

2° le premier jour pour lequel l'employé demande le congé.

Il se termine le jour où une personne est proclamée élue au poste pour lequel il est candidat.

193. Tout employeur doit, sur demande écrite, accorder un congé sans rémunération à un employé faisant partie du personnel électoral.

Le congé peut être total ou partiel, selon les termes de l'engagement de l'employé à titre de membre du personnel électoral.

194. L'employeur ne peut, en raison de ce congé, congédier, mettre à pied, suspendre, rétrograder ou déplacer cet employé, ni porter atteinte à aucun des avantages reliés à son emploi.

Ce congé n'interrompt pas le service continu de l'employé.

Au cours de ce congé, l'employé peut continuer à cotiser à tous les régimes auxquels il participe s'il en fait la demande écrite au début du congé et s'il verse la totalité des primes y compris la part de l'employeur.

À l'expiration du congé, l'employé a droit aux avantages dont il aurait bénéficié s'il avait alors été au travail.

195. L'employé qui croit avoir été victime d'une contravention au présent chapitre peut soumettre sa plainte au commissaire général du travail nommé en vertu du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27). Les articles 15 à 20, 49 à 51, 118 à 137, 139 à 140.1 et 150 à 152 du Code du travail s'appliquent alors, compte tenu des adaptations nécessaires.

196. L'employé régi par une convention collective ou l'association accréditée qui le représente peut choisir d'avoir recours à la procédure de règlement de griefs et d'arbitrage plutôt que de porter plainte auprès du commissaire général du travail. Les articles 17, 100 à 100.10 et 139 à 140.1 du Code du travail s'appliquent alors, compte tenu des adaptations nécessaires.

Dans le cas où sont exercés à la fois le recours auprès du commissaire général du travail et celui à la procédure de règlement de griefs et d'arbitrage, l'arbitre doit refuser d'entendre le grief.

CHAPITRE XI

FINANCEMENT DES CANDIDATS

197. Après la tenue d'un scrutin, chaque candidat qui a obtenu 20% ou plus des votes a droit d'être remboursé de ses dépenses électorales par la commission scolaire.

Un candidat a également droit à un remboursement lorsqu'il est élu par acclamation ou lorsque la procédure d'élection doit être reprise par suite du décès d'un candidat.

Le montant du remboursement est fixé suivant les règles déterminées par règlement du gouvernement.

198. Pour avoir droit au remboursement, le candidat doit produire un état détaillé de ses dépenses en la forme prescrite par la commission scolaire. Cet état doit être accompagné des factures, des reçus et autres pièces justificatives.

199. Pour l'application de l'article 197, l'expression « dépenses électorales » signifie tous frais engagés pendant une période électorale pour favoriser ou défavoriser, directement ou indirectement, l'élection d'un candidat, pour diffuser ou combattre le programme ou la politique d'un candidat, pour approuver ou désapprouver des mesures préconisées ou combattues par un candidat ou des actes accomplis ou proposés par un candidat ou ses partisans.

Sont également considérés comme dépenses électorales, les frais engagés avant la période électorale pour l'achat ou la production de tout écrit, objet, matériel publicitaire ou émission de radio ou de télévision utilisé ou diffusé pendant la période électorale aux fins visées au premier alinéa.

Aux fins du présent article, l'expression « période électorale » signifie la période qui commence le jour de la publication de l'avis d'élection et se termine le jour du scrutin.

CHAPITRE XII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

200. Le gouvernement établit, par règlement, les règles pour la fixation du montant de remboursement des dépenses électorales qui peut être remboursé à un candidat qui se présente à un poste de commissaire.

Le règlement entre en vigueur le 15^e jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

201. Un avis public prescrit par la présente loi est publié dans au moins un journal distribué sur le territoire de la commission scolaire.

L'avis indique son objet et il est publié dans le délai prévu ou, à défaut, dans les plus brefs délais.

CHAPITRE XIII

DISPOSITIONS PÉNALES

202. Commet une infraction, quiconque, à l'occasion de la confection ou de la révision de la liste électorale:

- 1° inscrit sciemment le nom d'une personne qui ne doit pas l'être;
- 2° omet sciemment d'inscrire le nom d'une personne qui doit l'être;
- 3° demande d'inscrire un nom qu'il sait être fictif ou être celui d'une personne décédée ou n'ayant pas la qualité d'électeur;
- 4° demande la radiation du nom d'une personne qu'il sait avoir la qualité d'électeur.

203. Commet une infraction:

- 1° quiconque pose sa candidature en sachant qu'il n'a pas les qualités requises pour être commissaire;
- 2° quiconque appuie une déclaration de candidature alors qu'il n'est pas électeur;
- 3° un candidat qui pose sa candidature dans plus d'une circonscription électorale d'une même commission scolaire;
- 4° quiconque propage sciemment la fausse nouvelle du retrait d'un candidat.

204. Commet une infraction:

- 1° quiconque vote plus d'une fois à une élection d'une même commission scolaire;
- 2° quiconque permet à une personne de voter sans qu'elle soit inscrite sur la liste électorale sauf les cas visés à l'article 118;
- 3° quiconque vote sans en avoir le droit;
- 4° quiconque vote ou tente de voter en prenant faussement les nom et qualités d'un électeur ou en empruntant le nom d'une personne fictive ou décédée;
- 5° quiconque sciemment imprime ou utilise un faux bulletin de vote, altère ou contrefait un bulletin de vote;

6° un imprimeur qui conserve ou remet son bulletin de vote à une autre personne que le président d'élection;

7° quiconque modifie ou imite les initiales du scrutateur;

8° quiconque agit comme représentant d'un candidat alors que sa procuration est fausse;

9° un scrutateur qui remet un bulletin de vote à une personne qui refuse de prêter le serment requis;

10° un scrutateur qui sciemment admet à voter une personne qui a déjà voté.

205. Commet une infraction:

1° quiconque falsifie le registre du scrutin ou le relevé du scrutin;

2° quiconque sciemment détruit un bulletin de vote avant la fin des délais de contestation de l'élection;

3° un président qui fait une déclaration d'élection frauduleuse ou qui émet une proclamation d'élection frauduleuse.

206. Commet une infraction un président d'élection ou un membre du personnel électoral qui, de manière frauduleuse, néglige d'agir, refuse d'agir ou agit à l'encontre des dispositions de la présente loi.

207. Commet une infraction quiconque sciemment viole ou tente de violer le secret du vote, porte atteinte ou tente de porter atteinte à la liberté de vote, empêche ou tente d'empêcher une opération relative au vote, change ou tente de changer les résultats de l'élection.

208. Commet une infraction:

1° l'employeur qui contrevient aux articles 191 à 194;

2° l'employeur qui se sert de son autorité ou de son influence pour inciter l'un de ses employés à refuser d'être candidat ou membre du personnel électoral ou à abandonner cette charge après l'avoir acceptée.

209. Commet une infraction:

1° un candidat ou, avec son assentiment, une autre personne qui, pour influencer le vote d'un électeur ou pour l'inciter à s'abstenir de voter, lui promet ou lui accorde un avantage;

2° une personne qui, en vue d'obtenir un avantage ou parce qu'elle l'a obtenu, vote ou s'engage à voter en faveur d'un candidat ou s'abstient de voter ou s'engage à s'abstenir de voter.

Ne constitue pas un avantage aux fins du premier alinéa le fait d'offrir ou de recevoir des aliments ou des breuvages non alcooliques à l'occasion d'une réunion avec un candidat ou une équipe reconnue.

210. Une personne qui commet une infraction prévue à l'un des paragraphes 2° ou 3° de l'article 203, à l'un des paragraphes 1° à 3°, 6°, 7° ou 9° de l'article 204 ou à l'article 208, est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende de 100 \$ à 1 000 \$ dans le cas d'une personne physique ou, dans le cas d'une personne morale, d'une amende de 300 \$ à 3 000 \$ et, pour toute récidive dans les deux ans de la condamnation pour une même infraction, d'une amende de 200 \$ à 2 000 \$ dans le cas d'une personne physique ou, dans le cas d'une personne morale, d'une amende de 600 \$ à 6 000 \$.

211. Une personne qui commet une infraction prévue à l'article 202, à l'un des paragraphes 1° ou 4° de l'article 203, à l'un des paragraphes 4°, 5°, 8° ou 10° de l'article 204 ou à un des articles 205 à 207 ou 209 est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende de 500 \$ à 5 000 \$ dans le cas d'une personne physique ou, dans le cas d'une personne morale, d'une amende de 1 500 \$ à 15 000 \$ et, pour toute récidive dans les deux ans de la condamnation pour une même infraction, d'une amende de 1 000 \$ à 10 000 \$ dans le cas d'une personne physique ou, dans le cas d'une personne morale, d'une amende de 3 000 \$ à 30 000 \$.

212. Toute personne qui, par son acte ou son omission, en incite une autre à commettre une infraction peut être déclarée coupable de cette infraction comme si elle l'avait commise elle-même si elle savait ou aurait dû savoir que son acte ou son omission aurait comme conséquence probable d'aider à la commission de l'infraction.

213. Toute personne qui, par des encouragements, des conseils ou des ordres en amène une autre à commettre une infraction peut être déclarée coupable de cette infraction comme si elle l'avait commise elle-même ainsi que de toute autre infraction que l'autre commet en conséquence des encouragements, des conseils ou des ordres si elle savait ou aurait dû savoir que ceux-ci auraient pour conséquence probable la commission de ces infractions.

214. Les poursuites intentées en vertu du présent chapitre sont prises suivant la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre

P-15) par le Procureur général, par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement à cette fin ou par tout électeur de la commission scolaire.

CHAPITRE XIV

MODIFICATIONS DE CONCORDANCE

215. L'annexe A de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1) est modifiée par la suppression, dans la référence à la « Loi sur l'instruction publique », de « 86 à 101 et ».

216. L'article 39 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14) est remplacé par le suivant :

« **39.** Les érections, divisions ou changements de limites de municipalités scolaires peuvent ne concerner que les catholiques ou les protestants compris dans leurs territoires. Dans ce cas, l'avis qui doit être donné par le ministre dans la *Gazette officielle du Québec*, comme il est dit dans l'article 40, doit en faire mention.

Dans un tel cas, une personne autre que catholique ou protestante, qui n'est pas visée aux articles 487 et suivants, et domiciliée ou contribuable dans un territoire commun à une municipalité scolaire pour les catholiques et à une municipalité scolaire pour les protestants peut inscrire ses enfants aux écoles de l'une ou l'autre commission scolaire, à son choix, laquelle est tenue de les admettre. ».

217. L'article 47.5 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **47.5** Dans les cas prévus aux articles 46, 47, 47.1 et 47.2, les commissaires divisent, pour les fins de la prochaine élection tenue conformément à la Loi sur les élections scolaires (1988, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre de la présente loi*), leur territoire en circonscriptions électorales de la façon prévue aux articles 5 à 12 de cette loi. ».

218. La sous-section 2 de la section I de la partie III de cette loi est abrogée.

219. L'article 52.1 de cette loi est modifié par l'addition, après le deuxième alinéa, des suivants :

« Pour être représentant du comité de parents, il faut :

- a) être délégué d'un comité d'école;
- b) avoir son domicile dans le territoire de la commission scolaire depuis au moins six mois;
- c) n'être ni interdit, ni en cure fermée suivant la Loi sur la protection du malade mental (L.R.Q., chapitre P-41), ni sous la protection du curateur public.

L'article 23 de la Loi sur les élections scolaires s'applique au représentant du comité de parents, compte tenu des changements nécessaires. ».

220. L'article 52.2 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa, des mots « au premier alinéa de l'article 164 » par les mots « à l'article 181 de la Loi sur les élections scolaires ».

221. L'article 58 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « de trois syndic d'écoles » par les mots « des premiers syndic d'écoles ».

222. L'article 63 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Dans les trente jours qui suivent la signification de la déclaration de dissidence, les dissidents élisent leurs syndic suivant le mode prescrit par la Loi sur les élections scolaires. ».

223. L'article 65 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Dans les trente jours qui suivent la signification de la déclaration de dissidence, les dissidents élisent leurs syndic suivant le mode prescrit par la Loi sur les élections scolaires. Les syndic élus demeurent en fonction jusqu'à la date prévue pour l'élection des commissaires. ».

224. L'article 71 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne, des mots « avant le 1^{er} mai » par les mots « avant le 1^{er} juin ».

225. L'article 72 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **72.** La réception par le président des commissaires et le président des syndic ou par leurs secrétaires, de l'avis prévu à l'article 71, met la personne qui l'a donné sous la juridiction des commissaires à partir

du 1^{er} juillet; elle doit, si elle est contribuable, verser ses cotisations scolaires à cette commission scolaire. ».

226. L'article 74 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **74.** Chaque corporation de commissaires ou de syndics d'écoles est soumise à l'autorité d'un conseil de commissaires composé de tous les commissaires ou syndics d'écoles de la corporation, élus ou nommés conformément à la Loi sur les élections scolaires, et du ou des commissaires ou syndics d'écoles représentants du comité de parents. ».

227. Les sous-sections 1 à 12 de la section IV de la partie III de cette loi sont abrogées.

228. L'article 172.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, de «à l'article 164» par «à l'article 181 de la Loi sur les élections scolaires».

229. L'article 177 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Nul, sauf un commissaire ou un syndic d'écoles suivant le cas, ne peut prendre part aux délibérations du conseil des commissaires sans la permission du président. ».

230. L'article 293 de cette loi est modifié par la suppression, dans le paragraphe *a*, des mots «ou les syndics d'écoles établissent des quartiers nouveaux, changent les limites de quartiers déjà établis, réunissent deux quartiers ou plus ou séparent les mêmes quartiers, ».

231. Cette loi est modifiée par l'insertion après l'article 354.1 des suivants:

«**354.1.1** Une personne physique propriétaire d'un immeuble imposable situé sur le territoire commun à une commission scolaire pour catholiques et à une commission scolaire pour protestants doit verser ses cotisations scolaires à la commission scolaire où sont inscrits ses enfants.

Si une telle personne n'a pas d'enfant inscrit dans une école de l'une ou l'autre commission scolaire, elle peut verser ses cotisations scolaires à l'une ou l'autre des commissions, à son choix.

Un tel choix relatif au versement des cotisations scolaires doit, pour être valable aux fins d'une année scolaire, avoir été fait avant le 1^{er} avril de l'année scolaire précédente et avoir été transmis avant cette

date à chaque commission scolaire intéressée. La commission scolaire en faveur de laquelle le choix a été fait doit, sans délai, en informer la commission régionale dont cette commission scolaire est membre et la municipalité au sens de la Loi sur la fiscalité municipale; un tel choix reste en vigueur pour chacune des années scolaires qui précèdent celle au cours de laquelle aura lieu la prochaine élection.

À défaut d'un tel choix, l'article 391 s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, pour le paiement des taxes scolaires.

«**354.1.2** Si la personne visée à l'article 354.1.1 n'a pas exercé le choix visé à cet article pour l'année scolaire au cours de laquelle se tient une élection scolaire et que cette personne est un électeur, elle doit payer ses cotisations scolaires à la commission scolaire où elle exerce son droit de voter pour chacune des années scolaires suivantes qui précèdent celle au cours de laquelle aura lieu l'élection suivante.

«**354.1.3** Tout versement des cotisations scolaires à une commission scolaire membre d'une commission régionale entraîne l'obligation de verser ses cotisations scolaires à cette commission régionale. ».

232. L'article 396 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**396.** Quand une cotisation est soumise à l'approbation des électeurs, le vote est pris suivant les articles 397 à 399.5 et les articles 13 à 21, 24 à 32, 77 à 162 de la Loi sur les élections scolaires s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, lors de la tenue du vote. ».

233. L'article 397 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**397.** La liste électorale pour la tenue de ce référendum est celle qui a été utilisée lors de la dernière élection générale des commissaires, sous réserve des demandes en inscription, en radiation ou en correction.

La liste électorale est déposée au moins quarante-cinq jours avant la date de la tenue du référendum.

Les articles 46 à 49 de la Loi sur les élections scolaires s'appliquent à la révision de la liste électorale utilisée pour les fins du référendum. ».

234. L'article 399.4 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**399.4** Les articles 163 à 180 de la Loi sur les élections scolaires s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, au référendum. ».

235. L'article 433 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la huitième ligne, de «à l'article 164» par «à l'article 181 de la Loi sur les élections scolaires».

236. L'article 498 de cette loi est modifié par la suppression du quatrième alinéa.

237. Les articles 535 à 537 de cette loi sont remplacés par les suivants:

«**535.** Chaque commission scolaire est soumise à l'autorité d'un conseil de commissaires composé de tous les commissaires d'écoles de la corporation et d'un commissaire représentant du comité de parents pour chacun des niveaux primaire et secondaire.

«**536.** La Loi sur les élections scolaires s'applique à la division du territoire de la commission scolaire en circonscriptions électorales et à l'élection des commissaires.

«**537.** Les représentants du comité de parents sont élus conformément à l'article 52.1 ou au deuxième alinéa de l'article 544.».

238. Les articles 538 à 542 de cette loi sont abrogés.

239. L'article 543 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du premier alinéa, de «des articles 48, 82, 117, 169» par «de l'article 169».

240. L'article 567 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**567.** Quand une cotisation est soumise à l'approbation des électeurs, le vote est pris suivant les articles 567.1 à 567.4 et les articles 13 à 21, 24 à 32 et 77 à 180 de la Loi sur les élections scolaires s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, lors de la tenue du vote.

Aux fins du premier alinéa, le directeur général du Conseil exerce les droits, pouvoirs et obligations conférés au président d'élection.».

241. L'article 567.1 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**567.1** La liste électorale pour la tenue de ce référendum est celle qui a été utilisée lors de la dernière élection générale des commissaires d'écoles sous réserve des demandes en inscription, en radiation ou en correction.

La liste électorale est déposée au moins quarante-cinq jours avant la date de la tenue du référendum.

Les articles 46 à 49 de la Loi sur les élections scolaires s'appliquent à la révision de la liste électorale utilisée pour les fins du référendum. ».

242. L'article 567.5 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **567.5** La Commission des écoles protestantes du Grand Montréal et la Commission des écoles catholiques de Montréal sont chacune soumise à l'autorité d'un conseil de commissaires composé de tous les commissaires d'écoles de la corporation et d'un commissaire représentant du comité de parents pour chacun des niveaux primaire et secondaire. ».

243. L'article 567.6 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **567.6** La Loi sur les élections scolaires s'applique à la division du territoire de la commission scolaire en circonscriptions électorales et à l'élection des commissaires.

Les représentants du comité de parents sont élus conformément à l'article 52.1 ou au deuxième alinéa de l'article 544 de la présente loi. ».

244. L'article 567.8 de cette loi est modifié par la suppression, dans les quatrième et cinquième lignes, des nombres « 48, 82, 117 ».

245. L'article 567.12 de cette loi est modifié par la suppression, à la fin du deuxième alinéa, de la dernière phrase.

246. Les formules 3 à 5 et 20 à 23 qui apparaissent à l'annexe de cette loi sont abrogées.

CHAPITRE XV

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

247. Les commissaires en fonction le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi*) demeurent en fonction jusqu'au troisième dimanche de novembre 1990.

Lorsqu'un poste devient vacant dans un des cas visés à l'article 181, il est comblé conformément à la présente loi.

248. Dans une loi, un règlement, une ordonnance, un arrêté en conseil, un décret, ou un autre document, un renvoi aux articles 48,

49 et 78 à 168 de la Loi sur l'instruction publique est censé être un renvoi à la disposition équivalente de la présente loi.

249. Dans une loi, un règlement, une ordonnance, un arrêté en conseil, un décret, un contrat ou un autre document les expressions « corporation de syndics d'écoles » et « syndics d'écoles » désignent respectivement une commission scolaire dissidente ou le conseil des commissaires d'une commission scolaire dissidente.

250. Les droits, pouvoirs et obligations conférés par la présente loi au président d'élection sont exercés par le secrétaire trésorier d'une commission scolaire dissidente.

251. Le ministre de l'Éducation est chargé de l'application de la présente loi.

252. Les renseignements personnels devant être inscrits sur un document prévu par la présente loi ont un caractère public aux fins de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Les articles 51 et 69 s'appliquent malgré le deuxième alinéa de l'article 11 de cette loi.

253. Malgré les articles 3 et 10 de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., chapitre C-12), la présente loi ne porte pas atteinte aux libertés de conscience et de religion ni au droit à l'égalité dans la reconnaissance et l'exercice des libertés de conscience et de religion pour le seul motif qu'elle accorde des droits et privilèges à une confession religieuse.

254. La présente loi a effet indépendamment des dispositions du paragraphe *a* de l'article 2 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982) et de l'article 15 de cette loi, dans la mesure où elle accorde des droits et privilèges à une confession religieuse.

255. La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date du soixantième jour qui suit celui de la sanction de la présente loi)*.

ANNEXE I

(Article 91)

BULLETIN DE VOTE

RECTO

| | | |
|--|------------------|-----------------------|
| | Michel FORTIN | <input type="radio"/> |
| | Simon LAPOINTE | <input type="radio"/> |
| | Danièle MONTMINY | <input type="radio"/> |

VERSO

| | | | | | | |
|----|----|---------------------------|-------------------------|--------------------------------|-------|------------|
| No | No | COMMISSION SCOLAIRE DE | Initiales du scrutateur | Circonscription électorale de: | Date: | Imprimeur: |
| | | | | | | |

ANNEXE II

(Article 109)

REGISTRE DU SCRUTIN

| | | | |
|------------------|--------------------|---|-------------|
| | Numéro des votants | } | No |
| NOMS DES VOTANTS |  | } | ..... |

Registre du scrutin

| | |
|--|---|
| | Occupation |
| | Domicile |
| | Nombre de bulletins ne comportant pas les initiales du scrutateur |
| | Objections |
| | Assermenté ou affirmé |
| | Refus du votant de jurer ou d'affirmer |
| | Nombre de votes donnés |
| | Nombre de bulletins détériorés ou annulés |
| | Électeurs votant après que d'autres ont voté sous leurs noms |
| | Électeurs votant avec autorisation écrite du président d'élection |
| | Bulletins préparés avec l'aide d'une autre personne |
| | Remarques générales |

ANNEXE III

(Article 128)

RELEVÉ DU SCRUTIN

Commission scolaire de

Circonscription de

Bureau de vote n°

| | | |
|--|------|-------|
| Nombre de bulletins reçus du président d'élection |  | ..... |
| Nombre de bulletins déposés pour (nom du premier candidat) | .... |  |
| Nombre des bulletins déposés pour (nom du deuxième candidat) | .... |  |
| Nombre des bulletins déposés pour (nom du troisième candidat) | .... |  |
| Nombre des bulletins déposés pour (nom du quatrième candidat) | .... |  |
| Nombre des bulletins détériorés (non déposés dans la boîte) ..... | .... |  |
| Nombre des bulletins rejetés au dépouillement .. | .... |  |
| Nombre des bulletins non utilisés ..... | .... |  |
| Totaux ..... | .... | .... |

Donné sous mon seing, à ,
ce 19...

.....
Le scrutateur

TABLE DES MATIÈRES

| | <i>Articles</i> |
|---------------|--|
| CHAPITRE I | CHAMP D'APPLICATION 1 |
| CHAPITRE II | ÉPOQUE DES ÉLECTIONS 2 |
| CHAPITRE III | CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES 5 |
| CHAPITRE IV | PARTIES AUX ÉLECTIONS |
| Section I: | Électeur 13 |
| Section II: | Candidat 22 |
| Section III: | Personnel électoral 24 |
| Section IV: | Représentants des candidats et releveurs de liste 33 |
| CHAPITRE V | PROCÉDURES ÉLECTORALES |
| Section I: | Avis d'élection 40 |
| Section II: | Liste électorale |
| | § 1.— <i>Confection</i> 41 |
| | § 2.— <i>Révision</i> 46 |
| | § 3.— <i>Entrée en vigueur</i> 50 |
| Section III: | Déclaration de candidature et constitution d'équipes 53 |
| Section IV: | Scrutin |
| | § 1.— <i>Avis du scrutin</i> 77 |
| | § 2.— <i>Vote par anticipation</i> 79 |
| | § 3.— <i>Personnel du scrutin</i> 86 |
| | § 4.— <i>Matériel nécessaire au vote</i> 91 |
| | § 5.— <i>Opérations préalables au scrutin</i> 98 |
| | § 6.— <i>Déroulement du scrutin</i> 103 |
| CHAPITRE VI | OPÉRATIONS CONSÉCUTIVES AU SCRUTIN |
| Section I: | Dépouillement des votes 121 |
| Section II: | Recensement des votes 131 |
| Section III: | Nouveau dépouillement 136 |
| Section IV: | Proclamation d'élection 150 |
| CHAPITRE VII | DÉONTOLOGIE ÉLECTORALE |
| Section I: | Secret du vote 155 |
| Section II: | Publicité partisane et travail partisan 159 |
| CHAPITRE VIII | CONTESTATION DE L'ÉLECTION 163 |

| | | |
|---------------|---|-----|
| CHAPITRE IX | VACANCES AU CONSEIL DES COMMISSAIRES ET PROCÉDURES POUR LES COMBLER | |
| Section I: | Cas de vacance | 181 |
| Section II: | Élection partielle et nomination | 189 |
| CHAPITRE X | CONGÉ SANS RÉMUNÉRATION | 191 |
| CHAPITRE XI | FINANCEMENT DES CANDIDATS | 197 |
| CHAPITRE XII | DISPOSITIONS GÉNÉRALES | 200 |
| CHAPITRE XIII | DISPOSITIONS PÉNALES | 202 |
| CHAPITRE XIV | MODIFICATIONS DE CONCORDANCE | 215 |
| CHAPITRE XV | DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES | 247 |